

Bujumbura, Burundi, 10 juillet (Infosplusgabon) - Le Président de l'Assemblée nationale, Pascal Nyabenda, a reçu en audience, mardi, une délégation du Forum des Parlements de la Conférence internationale sur la Région des Grands Lacs (CIRGL, 12 pays membres), venue s'informer de l'évolution de la situation politique et sécuritaire au Burundi depuis la violente crise électorale de 2015, a annoncé le chef de mission, en même temps Président du Conseil des Etats de la République du Soudan, Souliman Adam Waneese.

Les 12 pays membres de la CIRGL sont l'Angola, le Burundi, la République centrafricaine, la République du Congo, la République Démocratique du Congo, le Kenya, l'Ouganda, le Rwanda, le Soudan, le Soudan du Sud, la Tanzanie et la Zambie.

La CIRGL s'est saisi de la question suite aux nombreux conflits politiques qui ont marqué la région des Grands Lacs africains dont le plus marquant fut le génocide rwandais de 1994 qui occasionna plus de 800.000 victimes et renforça l'instabilité politique en République Démocratique du Congo.

Une forte tension a encore régné, ces derniers temps, entre le Burundi et le Rwanda, les deux plus proches voisins de la région des Grands Lacs s'accusant de déstabilisation mutuelle, ce qui a poussé la CIRGL à entreprendre des enquêtes dont les résultats se font toujours attendre.

La présente visite d'information au Burundi avait été décidée en mars, lors de la dernière rencontre des membres du Forum des Parlements de la CIRGL à Kinshasa, la capitale de la RD Congo, a rappelé Waneese.

La dernière visite au Burundi d'une délégation du Forum des Parlements de la CIRGL, quant à elle, remontait au mois de décembre 2016.

Le président de l'Assemblée nationale a fait savoir qu'entre-temps, beaucoup de progrès ont été enregistrés au niveau de la politique et de la sécurité du Burundi.

M. Nyabenda a cité en exemple, l'organisation sans heurts d'un référendum populaire sur une nouvelle Constitution burundaise, amendant celle de 2005 et les préparatifs qui vont bon train, en prélude aux élections générales de 2020.

En mai dernier, lors d'une réunion du Conseil de sécurité consacrée à la situation au Burundi, l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour ce pays, Michel Kafando, avait pris acte des résultats du référendum constitutionnel et plaidé, une nouvelle fois, en faveur d'un «dialogue inclusif pour trouver des solutions durables à la crise burundaise».

«Maintenant que le pays s'achemine vers une autre phase importante de son histoire, nous attendons un signal fort des autorités en faveur de la reprise du dialogue inter-burundais sous l'égide de la Communauté de l'Afrique de l'Est», avait recommandé l'Envoyé spécial.

FIN/INFOSPLUSGABON/PIP/GABON 2018

© Copyright Infosplusgabon